

Perspectives de la sécurité alimentaire mondiale



Ouvrir pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté

Investir dans la petite exploitation agricole – une priorité internationale

Suite à la crise alimentaire et financière de 2008, nombreux sont ceux qui ont sombré un peu plus dans la pauvreté et la faim. Aujourd'hui, alors que la sécurité alimentaire s'annonce plus précaire que jamais, les gouvernements partout dans le monde s'intéressent enfin à l'agriculture et commencent à prendre des mesures pour remédier à la situation à moyen et à long terme. Ces efforts seront plus efficaces s'ils tiennent compte des petits exploitants.

Selon la définition établie lors du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996, "la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine".

À l'époque, l'objectif visant à réduire de moitié le nombre des personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique d'ici à 2015 semblait réaliste. Il était au cœur de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et constituait le fondement du premier Objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim.

Aujourd'hui, toutefois, la sécurité alimentaire pour tous semble une aspiration plus ambitieuse que jamais: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévoit que la faim dans le monde atteindra un niveau record en 2009, puisque 1,02 milliard de personnes en seront victimes.

Les causes de cette situation dramatique remontent à 30 ans, lorsque les investissements dans l'agriculture ont amorcé un repli car ils étaient de plus en plus jugés peu rentables. En 1979, l'aide à l'agriculture



À Boira, en Gambie, des femmes récoltent le riz dans une rizière communautaire.

représentait 18% de l'assistance totale. En 2008, cette part n'était plus que de 4,3%. Au niveau national, les investissements agricoles publics des pays en développement ont également diminué au cours de cette période, d'un tiers en Afrique et de jusqu'à deux tiers en Asie et en Amérique latine.

Dans bon nombre de pays en développement, en particulier ceux à faible revenu, la diminution des investissements s'est accompagnée d'une carence des politiques. Les gouvernements ont supprimé les anciens instruments à l'appui du secteur agricole car ils étaient onéreux, sans pour autant les remplacer par de nouveaux mécanismes plus efficaces.

Si les prix des aliments ne sont plus à des niveaux records, ils restent au-dessus des moyennes enregistrées en 2000 et 2005. L'économie mondiale est affaiblie. Il est probable que les prix resteront volatils dans un futur proche, du fait de leur lien étroit avec les prix de l'énergie, qui ont une incidence directe sur le coût des engrais et du transport.

En outre, la population mondiale devrait passer de 6,7 milliards à 9,1 milliards d'ici à 2050, croissance qui sera principalement le

fait des pays en développement. L'expansion démographique se traduit par une demande accrue de nourriture, alors que les terres agricoles sont de plus en plus consacrées à la production de biocarburants. Parallèlement, le changement climatique devrait exposer des millions de personnes supplémentaires au risque de famine au cours des années à venir.

Il est clair que des investissements importants et bien ciblés sont nécessaires, ainsi que des cadres politiques exhaustifs aux niveaux mondial, régional et national. Certains signes indiquent que les dirigeants de ce monde sont prêts à agir. En juillet 2009, le Sommet du G8 à L'Aquila a lancé une initiative pour la sécurité alimentaire qui s'attachera à rendre le secteur agricole des pays en développement plus productif et plus durable. Cette initiative annonce la mobilisation de 20 milliards d'USD destinés à renforcer la production et la sécurité alimentaires mondiales.

Cette annonce constitue un premier pas important, mais il faudra faire plus encore si l'on veut doubler la production des pays en développement afin de faire face à la demande projetée en 2050.

DONNÉES IMPORTANTES

- Plus de 1 milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde.
- Environ 1,4 milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 USD par jour.
- La population mondiale devrait passer à 9,1 milliards de personnes d'ici à 2050.
- La production vivrière des pays en développement devra doubler d'ici à 2050.
- Environ 40% des terres arables de la planète sont dégradées d'une manière ou d'une autre et seront encore touchées par le changement climatique.
- Environ 500 millions de petites exploitations, dans les pays en développement, nourrissent près de 2 milliards de personnes.
- La contribution de l'agriculture au PIB est jusqu'à quatre fois plus efficace pour réduire la pauvreté que celle d'autres secteurs.
- La part de l'aide au développement allant à l'agriculture était de 4,3% en 2008, contre 18% en 1979. Le taux de croissance de la productivité agricole est passé de 3,5% environ dans les années 80 à environ 1,5% aujourd'hui.
- Les pauvres consacrent entre 50% et 80% de leurs revenus à la nourriture.

LIENS

FIDA
www.ifad.org

FAO
www.fao.org

PAM
www.wfp.org

Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire
www.un.org/issues/food/taskforce/

Histoires de terrain du FIDA
www.ifad.org/story/index.htm



Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies qui a pour vocation d'éliminer la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement.

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono 44, 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org, www.ruralpovertyportal.org

Février 2010

L'importance de la petite exploitation agricole

Il existe environ 500 millions de petites exploitations de par le monde, qui font vivre près de 2 milliards de personnes. Dans de nombreux pays en développement, les petits exploitants produisent la plupart des aliments qu'ils consomment.

Les petites exploitations sont souvent très efficaces sur le plan de la production par hectare et peuvent contribuer à la croissance économique et à la sécurité alimentaire d'un pays. Par exemple, autrefois pays à déficit vivrier, le Viet Nam est désormais le deuxième exportateur mondial de riz. Il est parvenu à ce résultat en grande partie en valorisant la petite exploitation. En 2007, le taux de pauvreté est passé au-dessous de 15%, contre 58% en 1979.

Pour que les petits exploitants puissent contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale, ils doivent avoir un accès sûr à la terre et à l'eau – ainsi qu'à des services financiers ruraux leur permettant d'acheter des semences, des outils et des engrais. Ils ont besoin aussi de routes et de moyens de transport pour acheminer leurs produits sur les marchés, ainsi que de technologies pour recevoir et mettre en commun les dernières données sur les prix du marché. Ils ont besoin de la recherche agricole et de techniques leur permettant d'améliorer leur capacité d'adaptation à l'évolution rapide du contexte économique et environnemental et d'accroître la productivité agricole. De plus, ils ont besoin d'organisations plus fortes, de manière à gagner en pouvoir de négociation sur les places commerciales et à influencer sur les politiques agricoles menées à l'échelon national, régional et mondial.

Par-dessus tout, il est essentiel pour les petits exploitants que leur propre gouvernement et la communauté internationale prennent des engagements à long terme vis-à-vis du secteur agricole et y investissent davantage.

Les activités menées par le FIDA

Le FIDA est une institution qui se consacre à la lutte contre la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement, et à ce titre, tous les programmes qu'il finance concernent d'une manière ou d'une autre la sécurité alimentaire. Le FIDA a apporté une aide à plus de 350 millions de ruraux pauvres au cours des trois dernières décennies.

En Inde, par exemple, un projet financé par le FIDA, destiné à améliorer la gestion durable des ressources naturelles, a permis d'accroître la productivité et de garantir la viabilité des pratiques agricoles et des méthodes de récolte. Grâce à des revenus nettement plus élevés et à des repas plus réguliers et plus nutritifs, les conditions de vie de plus de 230 000 personnes vivant en milieu rural se sont considérablement améliorées. Le projet s'est achevé en septembre 2008 mais les avantages générés persistent.

“Je me souviens que chaque année, pendant deux ou trois semaines, on ne mangeait que des courges et des pousses de bambou car on n'avait plus de riz”, dit Mitharam Masiai, un agriculteur du village de Khwarakai. “Maintenant, on a suffisamment de nourriture pendant toute l'année. Rien que l'an dernier, j'ai gagné 15 000 roupies (357 USD) en vendant 1,5 tonne de piments, et en plus j'ai cultivé des légumes et élevé du bétail.”

Au Ghana, le FIDA a financé des projets destinés à stimuler la production et la transformation de nombreuses cultures, notamment le manioc, le maïs et les ignames. Le programme de pays financé par le FIDA – qui prône le recours aux variétés améliorées, l'adoption de meilleures pratiques et la constitution de partenariats public-privé tout au long de la chaîne de valeur – contribue de manière significative à l'accroissement de la production vivrière et à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Le FIDA a été l'un des principaux donateurs apportant un appui de grande ampleur au secteur du manioc – denrée de base des Ghanéens.

Au niveau international, le FIDA participe activement à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire créée par le Secrétaire général de l'ONU en avril 2008. Il accueille désormais la plateforme de Rome du secrétariat de l'Équipe. Le FIDA a pris une part active au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, qui s'est tenu en novembre au siège de la FAO, et a fourni une contribution importante au Forum de la société civile organisé en marge de ce sommet.

Le FIDA collabore aussi avec la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), la Banque mondiale et d'autres partenaires afin de promouvoir le développement de la petite agriculture. Dans ce vaste contexte, les gouvernements des pays en développement jouent un rôle clé dans la mesure où ils guident la communauté internationale pour qu'elle relève de manière efficace, efficiente et cohérente le défi de la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, les principaux partenaires du FIDA sont les populations rurales pauvres et les organisations qui les représentent. Conscient de cela, le FIDA accueille tous les deux ans le Forum paysan ainsi que les réseaux mondiaux et régionaux des organisations paysannes. Le Forum, processus de consultation et de concertation entre les organisations paysannes, le FIDA et les gouvernements, se concentre exclusivement sur l'agriculture, le développement rural et la lutte contre la pauvreté.

CONTACTS

Roberto Longo
Coordonnateur des politiques
Division technique et
des politiques opérationnelles
Tél: +39 06 54592002
Courriel: r.longo@ifad.org